

RÉSISTANCES LIBERTAIRES

Journal de la CGA - Coordination des Groupe Anarchistes

N° 5 - Octobre 2016



« LOI TRAVAIL » :
PARTOUT EN EUROPE,
UNE MÊME CLASSE EN LUTTE !

Sommaire

- Page 2 : « Loi Travail » : partout en Europe, une même classe en lutte !
- Page 9 : Retours sur les blocages : Renouer avec l'action directe
- Page 12 : Contre la loi travail à Clermont-Ferrand : S'organiser pour mieux lutter !
- Page 15 : Pride 2016 Lyon
- Page 16 : Solidarité avec Jacqueline Sauvage !
- Page 19 : Le 10 juin à Saint-Denis : l'Euro pas sur notre dos !
- Page 22 : De la pseudo-lutte antiterroriste à l'islamophobie « ordinaire »
- Page 25 : Impérialistes, fascistes, Hors du Rojava !





« LOI TRAVAIL » : PARTOUT EN EUROPE, UNE MÊME CLASSE EN LUTTE !

Après plus de quatre mois de luttes, des centaines de manifestations, un blocage partiel de l'économie, des violences et une impunité policières d'un niveau encore rarement constaté ces vingt dernières années, la réforme du droit du travail a finalement été adoptée grâce à un troisième recours à l'article 49.3 de la constitution, par un exécutif acculé et sans majorité claire à l'Assemblée Nationale.

Aussi bien le contenu que la méthode d'application de cette loi révèlent le mépris et le manque de considération dont a pu faire preuve l'État français contre les organisations de travailleuses et de travailleurs. L'appel constant à dénigrer l'engagement des centrales syndicales, à les rabaisser au rang de simples appareils de facilitation des réformes, obligatoirement nécessaires dans le contexte de libéralisation toujours plus massive de l'économie, ont participé au renouveau d'un « syndicalisme » d'accompagnement au détriment d'un syndicalisme de lutte pour les droits des travailleuses et des travailleurs.

Nous avons pu constater, dans notre précédent article « Europe is watching us! »¹ que le contenu des réformes du droit du travail dans les autres pays européens n'avait pas su enrailler les effets toujours palpables de la crise de 2008, et même les avait grandement favorisés en précarisant toujours plus la situation des travailleuses et des travailleurs.

Dans cet article, nous verrons au travers des exemples italien, belge, portugais, grec et espagnol, comment la méthode de « ringardisation » des syndicats de luttes en faveur des droits des salarié-e-s fait également partie du mode opératoire de la Commission Eu-

ropéenne, et des États lui étant subordonnés. Cela afin d'empêcher tout débat et de faire taire toute contestation. Nous verrons également comment le manque de stratégies gagnantes des syndicats majoritaires, la difficulté d'élaborer une stratégie de lutte interprofessionnelle et le manque de perspectives internationalistes sur les questions spécifiques du travail ont laissé aux gouvernements de toute l'Europe la possibilité de renforcer l'application de la doctrine néo-libérale synthétisée par le dogme de la « fin des idéologies » chère à Thatcher et ses héritiers.

Pedro Passos Coelho, la rigueur et les sacrifices des portugais-e-s au service de la Troïka.

Depuis la crise de 2008, le travail a été la cible privilégiée des grands argentiers à l'encontre des pays du sud de l'Europe. Le Portugal a no-

tamment subi un grand nombre de réformes entre 2009 et 2015 pour détricoter le code du travail : baisse des cotisations patronales,

réduction de 200 euros des plafonds d'indemnisation chômage et de leur durée (de 38 à 18 mois), suppression de quatre jours fériés,

augmentation du temps de travail et réduction des indemnités de licenciements pour les emplois en CDI.

La vague de réformes de 2012 s'inscrit dans la logique de faire payer aux classes laborieuses les conséquences de la crise financière. En ce début d'année, les nouvelles mesures de précarisation du travail conditionnent le versement d'une aide de 78 milliards d'euros par la Troïka² au gouvernement portugais pour réduire son déficit budgétaire.

Le 18 janvier 2012, pour la première fois depuis 1988, l'UGT³, principal « syndicat » jaune pourtant proche de l'opposition socialiste, signe le début des réformes dites structurelles du code du travail avec les patrons et le gouvernement social-démocrate de Coelho. À l'opposé, la CGTP-IN⁴, proche du Parti Communiste Portugais, appelle à la grève générale après une manifestation d'une dizaine de milliers de personnes le jour même dans les rues de Lisbonne. S'en suivront deux semaines de grèves sporadiques dans les transports et les services publics avant la grève générale du 22 mars. Cette mobilisation est très importante pour les dirigeants de la cen-

trale syndicale car la contestation n'avait pas réellement pris, malgré l'accumulation des mesures d'austérité prises par la précédente législature de droite. Le mot d'ordre de la manifestation était plus large que la dénonciation de la réforme du travail et ciblait les mesures d'austérité imposées par la Troïka.



La manifestation de Lisbonne a réuni 300 000 personnes, prouvant ainsi la capacité de mobilisation du syndicat. L'UGT, qui avait pourtant participé aux mobilisations de novembre 2010 et 2011, refuse évidemment d'y participer, jugeant qu'il s'agissait d'« une grève de protestation, sans objectifs définis »⁵.

Malgré cette démonstration, le gouvernement ne recule pas et adopte la réforme le 11 mai 2012. La CGTP-IN appelle en réponse à de nouvelles manifestations les 9 et

16 juin à Porto et Lisbonne tandis que le Parti Communiste dépose une motion de censure contre le gouvernement. Mais ces deux journées n'auront que peu d'écho et ne parviendront pas à faire plier Pedro Passos Coelho. D'autres manifestations auront lieu dans les mois et années à venir mais sans

rapport direct avec les réformes du travail. Le rôle d'accompagnateur des réformes de l'UGT se confirme au fur et à mesure que le pays cède face aux puissances financières. La CGTP-IN ne ressort pas nécessairement renforcée après cette passe d'armes avec le gouvernement. Il est à noter que les syndicats autonomes et non-affiliés, qui sont pourtant très nombreux⁶ et représentent pas moins de 50 000 salarié-e-s, sont complètement absents des médias relatant cette grève générale portugaise.

Mariano Rajoy, les anciens franquistes imposent la réforme du travail contre deux grèves générales

Dans la foulée du Portugal, l'Espagne se prépare elle aussi à la cure financière, avec une réforme du travail effaçant quasiment la totalité des avancées sociales obtenues lors de la création des Statuts des Travailleurs en 1980. Le gouvernement espagnol issu du PP⁷, élu depuis à peine trois mois et dont certains membres

ne cachent pas leur nostalgie pour l'époque de la dictature, décide donc de jouer les bons élèves auprès de la Commission Européenne, en faisant adopter par décret, le 11 février 2012, une loi qui réduit les indemnités en cas de licenciement abusif tout en les requalifiant pour qu'ils ne soient plus considérés comme illégaux ;

ajoute l'absentéisme dans les motifs de licenciement ; autorise le licenciement collectif et dans la fonction publique ; allonge la période d'essais des CDI à une année ; encourage l'usage du CDD de 24 mois en autorisant les patrons à les enchaîner ; et autorise la diminution de l'ensemble des salaires pour n'importe quel motif⁸.

La riposte du mouvement social est fulgurante avec, le dimanche 19 février, une manifestation réunissant 500 000 personnes à Madrid et 400 000 à Barcelone. Les deux principaux syndicats, le CCOO⁹ et l'UGT¹⁰, étaient à l'ori-



gine de l'appel à la grève générale, même si ce dernier a fait écho bien au-delà de leurs forces habituelles, notamment grâce aux mobilisations de l'USO¹¹, de la CGT¹² et de la CNT¹³. Les organisations issues du mouvement du 15-M étaient également présentes et avaient clairement signifié aux deux centrales qu'il était grand temps qu'elles rejoignent le mouvement.

L'appel à la grève générale ne se fait pas attendre et le 29 mars 2012, la journée de manifestation renouvelle les scores de février avec 500 000 manifestant-e-s à Ma-

drid et 450 000 à Barcelone. Des dizaines de milliers de personnes se sont également réunies dans les autres villes de province. La grève est très bien suivie avec 77 % de grévistes dans le privé. Cette fois, la manifestation est violemment

réprimée par la police. Cependant, la mobilisation est, de l'avis de certains observateurs¹⁴, « restée à tout moment sous le contrôle des syndicats majoritaires, CCOO et UGT, sans aucun débordement ». Les deux syndicats jouent l'unité, tentent de contenir la révolte tout en adjoignant le gouvernement à négocier. Les mois qui suivent, c'est surtout par des grèves sectorielles, notamment chez les mineurs¹⁵ et dans l'éducation, que se traduira la lutte contre les mesures d'austérité. La concrétisation d'un mouvement puissant et solide

sur le long terme semble avoir été avortée par les stratégies d'enca-drement des deux principaux syndicats.

Cela n'a pas empêché le personnel hospitalier de se mobiliser le 14 novembre avec une « marche blanche », qui se concrétise par une nouvelle grève générale le 18 novembre. Même si les mots d'ordre de cette dernière recouvrent la dénonciation des mesures d'austérité, le mouvement des personnels hospitaliers revê-taient clairement une visée de défense du secteur public, davantage qu'une lutte pour l'abrogation du décret du 11 février.

Cette première année désastreuse pour le gouvernement Rajoy aura eu des répercussions jusqu'aux législatives de décembre 2015, puisque le PP avait axé sa campagne sur cette réforme du Statut des Travailleurs et obtenu à l'issue du scrutin un score historiquement bas et sans majorité de gouvernement possible.

Antónis Samarás, la droite conservatrice livre les travailleuses et travailleurs grec-que-s aux banquiers.

Le 9 septembre 2012, c'est au tour de la Grèce de se mobiliser contre une nouvelle attaque de la Troïka, dans le cadre du versement d'une aide de 31,5 milliards d'euros devant permettre d'éviter la faillite de l'État et de payer les salaires du public comme les retraites.

Comme au Portugal quelques mois plus tôt, la réforme du code du travail vise à se substituer aux précédentes mesures d'austérité

qui devaient empêcher l'État grec de faire faillite. Le contenu est relativement identique au plan subi par le Portugal. Y sont également ajoutés par les créanciers la semaine de six jours de travail, la possibilité de licenciement dans le public sans dédommagement, et le recul de l'âge de la retraite à 67 ans. Le gouvernement d'union nationale alliant les conservateurs, les socialistes et les sociaux-dé-

mocrates se lance dans cette périlleuse réforme autoritaire après déjà plusieurs mois de mobilisation contre l'austérité et de nombreuses grèves générales.

Le 26 septembre, après un appel à la grève générale de la part des deux syndicats le GSEE¹⁶, secteur privé, et Adedy¹⁷, secteur public, une manifestation réunissant 100 000 personnes se déroule à Athènes avec une forte présence

des organisations autogestionnaires grecques. Le niveau de la mobilisation est similaire à celui observé en février de la même année, déjà contre les mesures d'austérité. Ce jour-là, la police manœuvre pour empêcher les différents cortèges de se rejoindre. Elle aurait également procédé à l'interpellation préventive d'une trentaine de personnes¹⁸.

Le bilan des interpellations est lourd, entre 100 et 120 personnes selon les sources. Le gouvernement félicite même l'attitude des policiers¹⁹ alors que ces derniers crient victoire après avoir matraqué des centaines de manifestants.



tant-e-s.

Le 18 octobre, un nouvel appel à la grève générale réunit près du double de manifestant-e-s²⁰. La manifestation se déroule le jour de l'adoption de la réforme du travail et tourne encore une fois à l'émeute. Le gazage intensif de la police entraîne la mort par crise cardiaque d'un manifestant²¹, tandis que la Troïka maintient la pression par le biais du sommet européen qui doit se tenir pour statuer

sur le sort de la Grèce.

Ces deux mobilisations fortes, et la montée en puissance de Syriza durant ces manifestations, auront permis de faire reculer l'adoption et de décrocher la suspension du débat parlementaire jusqu'en novembre.

Le 6 novembre, nouvelle grève générale à Athènes avec deux défilés : l'un organisé par le PAME²², syndicat proche du Parti Communiste, qui a rassemblé au moins autant de personnes que la manifestation du 26 septembre, et le second organisé une nouvelle fois par la coalition GSEE et Adedy, équivalent à celle du 18

octobre²³. Le lendemain, nouvelle manifestation, cette fois en un seul cortège qui fait plus du double de manifestant-e-s devant le parlement²⁴. Cela n'empêchera pourtant pas le gouvernement d'union nationale de faire adopter, à une courte majorité, la capitulation de l'État grec devant les tenants de la finance européenne et internationale. L'épisode grec marque cependant un tournant dans l'application des réformes

du marché du travail européen car, pour la première fois, un gouvernement désigné par la Troïka a été obligé de temporiser face à l'organisation des travailleuses et des travailleurs. Remarquons que même si les manifestations ont atteint un point d'orgue le jour de l'adoption, malgré l'esprit combatif des actions militantes et malgré une intersyndicale qui est restée jusqu'au bout mobilisée, le recul de l'UE (et de l'État grec) n'aura pas été possible, faute de réel soutien des autres pays d'Europe. Les années qui suivent voient le mouvement social se faire dompter, à

la fois par une police qui se modernise (notamment en prenant des leçons auprès du fameux « savoir-faire français ») et par la coalition de gauche prétendument radicale SYRIZA, qui occupe de plus en plus la place jusqu'à finalement prendre le pouvoir en 2015, pour mieux rompre ses engagements et continuer de mener les offensives libérales décidées par les créanciers du pays.

Matteo Renzi, « Il y a ceux qui passent leur temps à chercher des raisons pour faire grève, moi je m'occupe de créer des emplois »²⁵

Après les réformes de 2012 menées par la Troïka dans les pays les plus faibles de l'Europe, il fallait bien que les autres pays s'alignent

et proposent, eux aussi, leur révision du travail. L'Italie a inauguré ce sinistre bal en décembre 2014 avec le Job Act (loi travail) de

Matteo Renzi, nouveau président du Conseil Italien à tendance sociale-démocrate. Si la réforme italienne est moins draconienne

que celles de 2012 passées en Espagne, en Grèce et au Portugal, elle en conserve toutes les saveurs néo-libérales. Le principal point de crispation de la réforme s'observe sur la réforme de l'article 18 du code du travail italien. Ce dernier donnait la possibilité aux salarié-e-s des entreprises de plus de 15 employé-e-s victimes d'un licenciement illégal reconnu par un juge d'être réintégré-e-s



s'ielles le souhaitaient. La loi, elle, imposait de modifier le contrat à durée indéterminée en excluant la clause de réintégration en cas de licenciement abusif. Elle devait à la place généraliser les indemnités, mais tout en les plafonnant. Comme en Espagne, le non-respect des formes de licenciement, autrement dit en cas d'absence de motif ou de licenciement abusif, ne peut plus être considéré comme illégal. Enfin, l'employeur peut légalement acheter le silence de ses employé-e-s pour s'éviter d'éventuelles poursuites judi-

ciaires.

La méthode pour faire passer la pilule aura très probablement inspiré nos politiques en France. Comme ici, les actions des syndicats en lutte ont été consciencieusement tournées en ridicule, avec des déclarations aussi hallucinantes que : « Pour 3 millions qui descendent dans la rue, il y en a 57 millions qui travaillent »²⁵ ou encore « Si les syndicalistes

veulent négocier, ils doivent se faire élire au parlement »²⁶. Et surtout, le gouvernement Renzi s'est parallèlement octroyé le luxe de se prétendre apôtre du dialogue social grâce au soutien de la seconde centrale syndicale, la CISL²⁷ syndicat catholique proche du parti social-démocrate. Voilà qui rappellera sans doute le rôle d'une certaine CFDT plus récemment !

Du côté des syndicats qui n'ont pas renoncé à leur rôle revendicatif, la mobilisation des autres centrales, la CGIL²⁸, l'UIL²⁹ et même de l'UGL³⁰, pourtant idéologique-

ment ancrée à droite, s'est concrétisée dans deux journées de grève générale les 14 novembre et 12 décembre 2014, date de l'adoption finale du texte au parlement. La dernière aura concrétisé 60 % de salarié-e-s en grève³¹ et aura mobilisé des centaines de milliers de personnes dans 54 villes d'Italie. Mais il a été très difficile de coordonner les dates de mobilisation. En effet, les syndicats de base, une tradition très forte en Italie, n'ont jamais réussi à faire converger les différents appels à la grève générale. De plus, pour arracher la majorité du conseil italien, Matteo Renzi a dû, en dernière lecture, procéder à un vote de confiance, forme à peine édulcorée du 49.3 français³².

Comme l'analyse Antonino Marceca, membre de la direction nationale du Parti Communiste Italien, les stratégies de dialogue des bureaucraties syndicales et l'absence de plate-forme unitaire ont laissé les mains libres au gouvernement tout en bloquant « toute perspective de mobilisation, attendant de voir comment les décrets allaient être pris »³³.

Charles Michel, même méthode, mêmes effets en Belgique qu'en France

Dernier né de cette vague de tentatives de réforme des législations du travail, le plan Peeters ne cache pas sa ressemblance avec la loi « Travail ! » du gouvernement Hollande. Hormis la mesure-phare de ce plan qu'est l'annualisation

du temps de travail, réjouissance qui permet aux patrons d'organiser le travail comme bon leur semble et qui était déjà passée en France sous prétexte « d'assouplir les 35h » (pour les patrons, bien sûr), le Plan Peeters, appelé aus-

si semaine des 45h, ressemble à s'y méprendre à son équivalent français. L'affaire a commencé à éclater en avril dernier, alors que les camarades belges avaient déjà l'œil rivé sur le combat qui débûtait ici. La note Peeters prévoyait

des semaines pouvant aller jusqu'à 45 heures de travail, des contrats à temps partiel pouvant modifier la charge de travail hebdomadaire du jour au lendemain (les fameux « contrats 0h » déjà largement expérimentés en Angleterre et dont raffolent les McDo et compagnie), la disparition des majorations en heures sup pour les temps partiels, la diminution de celles des temps pleins, l'obligation d'accepter un certain nombre d'heures supplémentaires selon les envies du patron, etc. Enfin, une mesure dont la portée symbolique est grande : le plan Peeters prévoit l'apparition dans la loi belge d'un contrat d'intérimaire en CDI, condamnant ainsi les travailleuses et les travailleurs qui y sont soumis-es à sans cesse bouger, à ne jamais savoir où, pour qui et avec qui elles vont devoir bosser la semaine d'après. Il n'est pas compliqué de voir ce qu'un monde du travail déstructuré à ce point comporte d'avantages pour les patrons : pas de collectif de travail, pas de collègue fixe, c'est l'assurance que les complicités n'ont pas le temps de se créer, que les salarié-e-s seront 100 % tourné-e-s vers le boulot et qu'elles n'auront pas le temps d'organiser des résistances collectives.

Face à cela, les équipes syndicales ont commencé à mener des actions d'information et à s'organiser en conséquence : une première assemblée avait lieu à l'Université de Bruxelles fin avril et un collectif se mettait en place sous le nom « Bloquons les 45h ». Sous l'influence du voisin hexagonal, les dimanches du 1^{er} mai puis du 15 mai font office de tours de chauffe unitaires mais, dès que la FGTB³⁴ (syndicat largement majoritaire

en Belgique) commence à parler de grève, le patronat crie au « terrorisme », à la « prise d'otages » et à la « déclaration de guerre » (ça vous fait penser à quelque chose ?). Alors que la Belgique a été endeuillée par des attentats un mois et demi avant, l'ignoble comparaison ne touche pourtant pas sa cible : le 13 mai, le siège de l'UNIZO³⁵ (patronat flamand) se fait repeindre la façade en jaune. Le ton est donné !

Le 24 mai a lieu la première manifestation en semaine, très suivie. On garde de cette journée la chute mémorable du commissaire bruxellois qui, alors qu'il tentait de frapper des manifestant-e-s, a été « neutralisé » par un gréviste qui passait à côté. À partir de là, c'est presque seule que la FGTB, et en particulier les travailleur-euse-s du public, mène la grève, même



si des secteurs de la CSC³⁶ chrétienne et du « syndicat libéral » CGSLB³⁷ (c'est elleux qui le disent !) suivent. Une grève générale a eu lieu le 24 juin et le mouvement se prolonge pendant l'été, avec des interventions dans les festivals ou via des « apéros Peeters ». Les rendez-vous sont d'ores et déjà donnés pour la suite du mouvement, en particulier la manifestation du 29 septembre, avec une nouvelle grève générale, appelée par tous les syndicats, en perspective pour

le mois d'octobre.

L'hégémonie syndicale de la FGTB dans la classe ouvrière belge francophone a, jusqu'à présent, forcé les deux autres centrales (CSC et CGSLB) à suivre le mouvement, même si elles freinent toutes les deux à leur manière (pas d'appel confédéral pour la CSC le 24 juin, retenue des décisions le plus longtemps possible pour la CGSLB). De l'autre côté, le gouvernement belge ne veut rien lâcher et joue la carte du pouvoir fort, comme en France. Une grande partie de la stratégie de communication des syndicats repose sur la demande du « retour de la concertation sociale », ce qui laisse présupposer que dès que le gouvernement ouvrira une table de négociations, les bureaucrates des directions syndicales devraient s'y précipiter la langue pendante. Pourtant, la base

est combative et parle de plus en plus de rentrée chaude et de blocage de l'économie. Pas sûr qu'elle se laisse dompter comme ça par ces « menteurs et ces larbins » que sont Charles Michel et son ministre de l'Emploi Kris Peeters ! Comme à Paris, Rennes, Nantes, Montpellier et toutes les villes de France, à Bruxelles, on affûte les armes et on se donne rendez-vous à la rentrée. Comme le disent très bien nos camarades wallons, « on va tous Peeters ! ».

Perspectives anarchistes pour un mouvement européen contre le diktat de la Commission Européenne.

Il est indéniable que les « lois travail » imposées à travers toute l'Europe ont un objectif commun : faire assumer aux travailleur-euse-s les conséquences des dérèglementations financières qui ont causé la crise de 2008. Dans un premier temps exigées sous couvert d'un chantage à « l'aide » internationale par le biais de la Troïka, puis passées en force par les gouvernements avec le soutien des syndicats jaunes, les « lois travail » européennes auront toutes eu un point commun dans leur mise en œuvre : faire passer les opposant-e-s pour des réactionnaires et les syndicats de travailleur-euse-s pour des « ringards ». Les discours anti-syndicalistes se généralisent et laissent à penser que seuls les syndicats « négociateurs » auraient de l'influence

sur la libéralisation du marché du travail. De plus, les stratégies que semblent adopter les bureaucraties des syndicats majoritaires en lutte contre les « lois travail » ne visent bien souvent qu'à faire valoir leur place à la table des négociations par la force du nombre de manifestant-e-s.

Nous devons absolument nous défaire de cette logique de « partenaires sociaux », qui sera toujours au désavantage des travailleur-euse-s. On ne pactise pas avec la bourgeoisie, on la combat. Pour cela, il nous faut reconstituer notre faculté de lutte contre les intérêts de la classe des possédants, et nous organiser autour d'une stratégie interprofessionnelle et internationaliste. C'est à l'échelle européenne que nous devons parvenir à construire des luttes

contre la destruction de nos vies et de nos conditions de travail. En nous organisant à la base, en mettant la pression sur les bureaucraties syndicales, en prenant contact avec nos camarades en lutte dans les autres pays, en nous nourrissant de leurs expériences et en nous coordonnant avec elles et eux. Les exemples grec et espagnol l'ont montré : il n'y a pas d'alternative possible dans le système électoral et parlementaire. C'est par la lutte qu'on y arrivera ! Le Brexit a affaibli l'Union Européenne et les États qui en constituent la moelle épinière, la France et la Belgique en tête. Dans les deux pays, dès la rentrée, ne nous laissons pas duper ou endormir : frappons vite, frappons fort, tant que le cadavre du capitalisme bouge encore !

Groupes de Toulouse et du Mans

1. Résistances Libertaires N° 4
2. Banque Centrale Européenne, Commission Européenne et Fond Monétaire International
3. União Geral de Trabalhadores
4. Confederação Geral dos Trabalhadores Portugueses - Intersindical Nacional
5. <http://www.24heures.ch/economie/Greve-generale-contre-la-reforme-du-marche-du-travail/story/24156971>
6. 350 selon <http://fr.worker-participation.eu/Systemes-nationaux/Pays/Portugal/Syndicats>
7. Partido Popular
8. <http://www.cnt-f.org/nouvelle-reforme-de-travail-en-espagne.html>
9. Comisiones Obreras, proche du Parti Communiste
10. Union General de Trabajadores, proche du Parti Socialiste
11. Union Sindical Obrera, de tradition chrétienne-socialiste, tendance sociale-démocrate
12. Confederación General del Trabajo, syndicat de tradition anarcho-syndicaliste et syndicaliste révolutionnaire
13. Confederación Nacional del Trabajo, syndicat anarcho-syndicaliste
14. <https://npa2009.org/content/grève-générale-du-29-mars-en-espagne-un-essai-réussi>
15. http://www.lemonde.fr/europe/article/2012/08/02/les-mineurs-espagnols-arretent-leur-greve-et-reorientent-leur-mobilisation_1741865_3214.html
16. Γενική Συνομοσπονδία Εργατών Ελλάδος
17. Ανώτατη Διοίκηση Ενώσεων Δημοσίων Υπαλλήλων
18. <https://lechatnoiremeutier.wordpress.com/2012/09/26/grece-athenes-brule-tour-dhorizon-chronologique-generale-des-evenements-lors-de-la-greve-generale-26-septembre-2012/>
19. <https://www.okeanews.fr/20120926-s26gr>
20. La police parle de 15 000 pour le 26 sept. et de 27 000 le 18 oct. à Athènes.
21. http://www.lemonde.fr/europe/article/2012/10/18/greve-generale-en-grece_1777089_3214.html
22. Πανεργατικό Αγωνιστικό Μέτωπο
23. http://www.lemonde.fr/europe/article/2012/11/06/greve-generale-de-48-heures-en-grece_1786249_3214.html
24. http://www.lemonde.fr/europe/article/2012/11/07/grece-le-parlement-suspend-le-debat-sur-les-mesures-d-auste-rite_1787325_3214.html
25. <http://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/2014/12/12/greve-generale-contre-renzi-greve-inutile>
26. https://www.rtb.be/info/monde/detail_greve-generale-en-italie-contre-le-gouvernement-de-matteo-renzi?id=8562759
27. Confederazione Italiana Sindacati Lavoratori
28. Confederazione Generale Italiana del Lavoro
29. Unione Italiana del Lavoro
30. Unione Generale del Lavoro
31. <http://www.humanite.fr/une-greve-generale-massive-en-italie-560158>
32. <http://www.revolutionpermanente.fr/Jobs-Act-Retour-sur-la-Loi-Travail-a-l-italienne>
33. Ibid.
34. Fédération Générale du Travail de Belgique
35. De Unie van Zelfstandige Ondernemers
36. Confédération des Syndicats Chrétiens
37. Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique



RETOURS SUR LES BLOCAGES : RENOUER AVEC L'ACTION DIRECTE

On bloque tout !

Article d'analyse sur la force des blocages et des structures interprofessionnelles dans la lutte contre la loi travail.

L'exemple de l'AG interpro de Saint-Denis.

Récit de l'action de blocage des dépôts RATP le 2 juin, jour du démarrage de la grève chez les travailleur-euse-s de la RATP.

6h30, 70 personnes sortent du métro et courent vers une petite rue qui fait l'angle d'une grande avenue. La rue atteinte, le barrage commence : les bus sont arrêtés et empêchés de rejoindre l'avenue. Le blocage du dépôt de bus RATP des quartiers nord de Paris vient de démarrer, rencontre

chaleureuse avec les grévistes du site qui viennent de se lancer dans la grève. On est le 2 juin et trois autres blocages de dépôt se tiennent en même temps : au Pré-Saint-Gervais, à Nanterre et à Paris. « Ils vont pas nous faire chier tous les jeudis » écrase le commissaire à ses collègues. La presse re-

laie l'action, et les articles contre la grève à la RATP pleuvent. La grève, elle, tient, allant de 30 % de grévistes à 70 % sur certains sites au démarrage. C'est la deuxième fois qu'un dépôt est bloqué par l'AG interprofessionnelle de Saint Denis depuis le début du mouvement.

La force des travailleuse-eurs, c'est la grève !

La destruction du code du travail et la volonté de briser la résistance syndicale ont eu l'effet d'un ressort sur l'ensemble des exploités-après des années d'asservissement : écrasez-nous et on vous explosera à la figure. Pour menacer les patrons et l'État, c'est au porte-feuille qu'il faut s'en prendre. L'action directe a eu un rôle moteur dans ce mouvement social, l'un des plus longs de l'histoire. « Toute personne qui a pen-

sé, ne serait-ce qu'une fois dans sa vie, avoir le droit de protester, et a pris son courage à deux mains pour le faire ; toute personne qui a revendiqué un droit, seule ou avec d'autres, a pratiqué l'action directe. [...] Ces actions résultent des efforts spontanés de ceux qui se sentent opprimés par une situation donnée. [...] Elles sont contre les autorités légalement constituées et contre le droit de propriété. » tonne l'anarchiste fé-

ministe Voltairine de Cleyre au début du XX^e siècle. La pertinence du constat est aujourd'hui sans appel. Le regain de l'action directe se fait sentir alors même que la dictature patronale s'installe sans faille sous bonne protection de l'État. Les pratiques de lutte interprofessionnelle, anti-autoritaires et horizontales, ont été le cœur de la multiplication d'actions directes (blocages d'axes de transport, blocages de lieux de production...).

À Saint-Denis, ville populaire de 120 000 habitant-e-s, l'assemblée interprofessionnelle, soutenue par les unions locales Sud-Solidaires et CGT, a battu le fer pendant ces quatre mois de lutte. Elle réunit les agent-e-s de la ville, les enseignant-e-s, les travailleur-euse-s de la RATP, des hôpitaux, les chômeur-euse-s, les étudiant-e-s, et précaires de plusieurs secteurs du privé. Son objectif est d'organiser toujours plus les travailleur-euse-s de Saint-Denis, dont une grande majorité travaille dans des secteurs privés où l'on subit déjà la « loi travail » (commerces, nettoyage, restauration...) et la division raciste du travail, et où les conditions de travail vont encore plus se dégrader. L'AG interpro

s'est organisée en trois temps :

- X appels à la grève et organisation de la grève (caisse de grève...);
- X actions pour généraliser la grève (diffusion de tracts aux heures d'embauche, action de piquets de grévistes volant de boîtes en boîtes);
- X actions de blocages économiques, organisées au moins une fois par semaine par la commission action sous mandat et contrôle de l'assemblée de grévistes.

La bonne organisation de ces actions, la décentralisation et la volonté de se fédérer avec les autres mouvements de lutte (participation aux assemblées de lutte de la région, renforts des sites bloqués par les grévistes...), ont été les

points d'appui de coordinations efficaces. Quand dans les assemblées s'organisent des actions pour soutenir la grève des agents RATP ou du centre de tri, quand une cinquantaine de membres de l'AG interpro participent à la grande manifestation des cheminots en grève de la gare de l'Est à gare Saint-Lazare et occupent les voies avec les grévistes, quand des zones logistiques du 77 sont bloquées en coordination avec la commission grève générale de Nuit Debout Paris et l'assemblée de lutte de la bourse du travail, quand l'AG interpro apporte son soutien aux grévistes de Franprix St-Denis et des travailleuses de l'EPAD en proie à la répression...

B l o q u e r l e c a p i t a l i s m e

Le pouvoir des travailleuse-eurs réside dans leur capacité à paralyser la production pour stopper le rouleau compresseur capitaliste. Les actions de blocages de l'AG interprofessionnelle dionysienne se sont resserrées autour des cibles patronales locales et régionales, des lieux de production et de circulation des richesses, comme autant de manières de marquer les consciences, de désigner directement qui sont les responsables, l'illégitimité de leur pouvoir sur leurs salarié-es, et de bloquer les gros flux de production.

C'est nous qui travaillons alors c'est nous qui décidons.

L'accès au port de Paris (à Genevilliers où transite 1 % du PIB national) a été bloqué à deux reprises directement et indirectement

(blocage d'un pont d'accès). Tôt le matin, à l'heure d'embauche, le site du gros patron local, Dubrac, qui concentre entre ses mains tous les marchés du BTP municipaux en même temps qu'il dirige le Medef 93 et 95, est bloqué, et le principal accès barré de plusieurs banderoles.

Braquer Dubrac et tous les autres : l'hôtel 4 étoiles construit à l'occasion de l'Euro 2016, a été occupé et un pique-nique partagé entre tou-te-s les grévistes. Des piquets ont été organisés devant les gros sièges sociaux qui pullulent dans la Plaine. Ces actions de blocage ont aiguisé et renforcé la conscience de classe des travailleuse-s, et la cause anticapitaliste, en même temps qu'elles en ont amplifié le rapport de force.

Force vive de la lutte, ces actions ont mis en mouvement les structures intersyndicales départemen-

tales et régionales, qui ont pris en charge l'organisation et l'appel à blocage seulement dans la deuxième partie du mouvement. L'exemple du blocage de l'aéroport du Bourget à la fin du mois de juin, haut lieu des déplacements des élites capitalistes et politiciennes, puisqu'en moyenne navigue 1,5 voyageur par avion, à l'appel de l'intersyndicale CGT-SUD Solidaires-FO en est une belle illustration. « Dix, vingt ou trente personnes, qui s'entendent bien, qui sont bien organisées, qui savent où elles vont, peuvent entraîner facilement cent, deux cents ou même plus » disait Bakounine. Dans la région parisienne, la combativité et la détermination de l'AG interprofessionnelle de St-Denis, a donné du courage à de nombreux collectifs de lutte.

Au-delà des actions de blocages, l'AG interpro a appelé à la grève

en dehors des journées intersyndicales, dans le but d'accroître le mouvement et de populariser la grève. Des pratiques horizontales se sont installées et s'expérimentent. Pour chaque action, des

camarades référent-es s'activent pour assurer la bonne efficacité (avec les usager-ère-s, les travailleur-euses non grévistes) et pour la sécurité face à la répression qui, dès la deuxième action, a tapé en

plein cœur l'AG interpro avec l'arrestation de 140 personnes et la garde-à-vue de deux personnes blessées, dont l'un est en procès en automne.

Ni spontanéité, ni relâchement

L'expérience des pratiques anti-autoritaires, l'action directe par et dans la grève, ont façonné le pouvoir populaire. Celui-ci est la capacité du peuple (à savoir les travailleur-euses) d'agir sans hiérarchie, par l'autogestion, dans la recherche de l'émancipation et pour atteindre des objectifs de lutte contre leurs exploités. La culture de mobilisation interpro, contre les corporatismes ou les chapelles syndicales, et l'unité des luttes locales dans ce combat global ont été les ferments de la mobilisation. Les luttes dionysiennes

des années passées ont agi comme une « gymnastique » (Malatesta), et entraîné la résistance, donnant des bases solides à l'AG interpro. D'année en année, les luttes s'accélérent : l'année passée, tout Saint-Denis a été traversé du Nord au Sud par une lutte des écoles pour les moyens et le droit à l'éducation. Les 25 classes sans instit' à la rentrée 2014 ont agi comme un feu de poudre tant sur les enseignant-e-s que sur les parents : grève reconductible, actions de blocages d'autoroute, occupation du lycée de la légion d'honneur

et de l'inspection, séquestrations d'inspecteurs. Le mouvement local contre la loi « travail », s'est ainsi largement inspiré de ces modes d'actions directes. Celles et ceux des parents et instits qui luttaient hier ont relevé les manches au printemps. « À travers l'association, elles apprennent à s'aider eux-même, à se connaître, à s'entraider les un-e-s les autres et finalement à créer une force plus redoutable que celle de toutes les bourgeoisies capitalistes et de tous les pouvoirs politiques réunis » (Bakounine).

La force du syndicalisme libertaire

De nombreux syndicalistes libertaires ont eu un rôle moteur dans l'AG interprofessionnelle dionysienne. La tradition syndicaliste libertaire a permis la mise en avant de l'action directe comme arme dans le rapport de force face au pouvoir patronal. Dès ses débuts, l'intervention des anarchistes dans les luttes syndicales et le mouvement ouvrier ont été décisives : création des bourses du travail, défense d'un syndicalisme d'industrie et du confédéralisme contre la verticalité et la hiérarchie, défense de la grève gé-

nérale et de l'action directe. Cette empreinte majeure est présente jusqu'à maintenant : dans les statuts et pratiques confédérales de nombreux syndicats (CGT - même si depuis une quinzaine d'années c'est remis en cause -, dans la CNT...), dans la dynamique des unions locales et les assemblées interprofessionnelles. L'appel « on bloque tout », à l'initiative de syndicalistes libertaires et auquel des militant-e-s de la CGA ont pris part, se veut le relais de cette défense de l'action directe. Nos regards et nos déterminations sont

maintenant tournés vers la rentrée et ne s'étonnent pas que, et cela est inédit, le combat rejaillissent après le temps d'arrêt estival.

Tou-t-es en grève le 15 septembre, dans la rue et dans les AG de lutte !

Des syndicalistes libertaires de la CGA – Région parisienne

Pour une analyse plus poussée des luttes dans le monde du travail, voir notre motion :

<http://www.c-g-a.org/content/quelle-est-notre-position-sur-les-syndicats>





CONTRE LA LOI TRAVAIL À CLERMONT-FERRAND : S'ORGANISER POUR MIEUX LUTTER !

La loi travail, promulguée et publiée le 9 Août, a généré un mouvement social depuis début mars qui n'est toujours pas retombé. On n'avait pas vu une telle combativité depuis plusieurs années et ce malgré les attaques antérieures (ANI, pacte de compétitivité, loi Macron...). À Clermont-Ferrand aussi, la lutte est soutenue, et une de ses spécificités se trouve dans la construction d'une coordination effective et durable dans la lutte entre syndicats, Nuit Debout, organisations politiques et individus ! Après un mois et demi de manifestations et l'installation des AG de Nuit Debout sur la place de Jaude, les actions contre la loi travail se diversifient et s'intensifient...

Lassé-e-s des manifestations traditionnelles, on passe la seconde !

Lors de la manifestation du 17 mai, ce sont principalement des syndicalistes de la CGT transport et l'UL de Cournon (2ème ville du département contiguë à Clermont) qui diffusent dans le cortège l'info d'un rassemblement à proximité du dépôt de carburant Total. Il est bloqué par une trentaine de personnes, majoritairement de Nuit Debout Clermont, des différents courants révolutionnaires dont la CARA (Cellule Antifasciste Révolutionnaire d'Auvergne), AL et des cégétistes. La restauration est assurée en grande partie par ces dernier-ère-s, qui partagent aussi mobilier et barnums avec le matériel de Nuit Debout. C'est cette convergence qui permet l'organisation d'AG journalières où sera

votée la reconduction du blocage jusqu'à l'arrivée des « forces de l'ordre ». Les salarié-e-s du site se mettront tout-e-s en grève dès le début du blocage, qui sera finalement levé 5 jours plus tard à l'issue d'une mêlée contre une soixantaine de gardes mobiles.

S'ensuivront les blocages du dépôt logistique de Simply-ATAC du 25 au 28 mai dont les salarié-e-s rentrent alors massivement en grève, du dépôt de Carburant Boloré le 31 mai qui a facilité le blocage de l'aéroport Vinci de Clermont à proximité et a perturbé la fête des « 100 ans de la piste d'aviation en dur » le 1^{er} juin, durant laquelle les barricades et pneus brûlés n'ont pas été du goût de Wauquiez ni d'Hortefeux. Puis

retour au dépôt de carburant de Cournon du 3 au 6 juin, à nouveau débloqué par une centaine de CRS. Le local du Medef est bloqué le 8, l'incinérateur du 9 au 14 juin. Soit 1 mois de blocages successifs. Le local du Medef est une nouvelle fois occupé le 5 juillet...

Des actions issues de la convergence se sont aussi déroulées en parallèle : « accueil » de Wauquiez, de Valls le 9 juin, de Cazeneuve devant le commissariat le 1^{er} juillet, contre-manifestation face à une « manif pour tous » le 16 juin. Perturbation de l'inauguration de la CPAM par Hortefeux le 17, actions pendant le conseil municipal, casseroles debout le 23 juin, etc.

La convergence des acteurs-actrices dans la lutte

L'appel à la convergence des luttes fut un axe majeur sur la place de Jaude (commission féministe, contre « manif pour tous », dénonciation des violences policières, soutien aux réfugié-e-s, questions environnementales, etc.), mais c'est aussi la convergence réelle des opposant-e-s à la loi travail et son monde qui fut déterminante. Car s'il est possible de manifester côte à côte sans se parler, il est impossible de tenir un blocage sans s'entendre ! Sans chercher à nier les difficultés de la structuration progressive de cette lutte (d'un fonctionnement en réseau au début du mouvement à une volonté de coordination formalisée par la suite), ni les tensions qui ont ponctuellement émaillé cette expérimentation collective, on peut tout de même dégager quelques grandes forces du mouvement.

La démocratie directe,

particulièrement portée par les Nuits Debout et les libertaires, s'est imposée comme seul moyen valable d'organisation.

Ainsi le mouvement ne s'est pas épuisé dans les rapports de force internes et a pu laisser la place à des individus d'horizons différents (chômeur-ses, précaires,

étudiant-e-s, etc.). Leur présence bouscule les habitudes syndicales et militantes traditionnelles, mais est de suite reconnue comme une force. Grâce aux AG journalières derrière les barricades (ou en l'absence de blocages dans l'UL de Cournon puis dans « la Maison des Paysans » de Lempdes), l'ensemble a gagné en cohésion et permis l'implication de toutes et tous.

Ce fonctionnement a aussi permis de tenir tête à l'UD CGT lorsque celle-ci, « ayant peur de se faire déborder par sa base », tentait de dissuader la poursuite du premier blocage au bout de deux jours. Il était évident pour les bloqueur-euse-s que seules les décisions prises en AG étaient légitimes et qu'elles ne recevraient pas d'ordres d'une quelconque bureaucratie. L'AG décisionnelle a permis que le syndicat majoritaire ne décide pas seul, mais surtout elle a diminué significativement l'impact des pressions pouvant être exercées par une bureaucratie syndicale sur les syndicalistes acteur-trices des actions.

« Manif de riches » occupant une banque suite à une manifestation le 28 avril, barrage filtrant le 11 mai, occupation d'un Mac'do pendant 1h30 le 12, diffusions de

tracts d'info, collages, barricades et blocages, manifestations sauvages dépassant la centaine de personnes... Toutes ces pratiques complémentaires ont émané des divers courants et se sont réciproquement renforcées par le réseau mis en place. Elles ont dynamisé l'ensemble du mouvement en le rendant plus visible, dense et offensif.

À Clermont, l'intrusion de discours conspirationnistes et autres rouge-brun ont été très limités. L'aspect citoyeniste qu'a pu prendre Nuit Debout dans d'autres villes n'a pas été dominant non plus. Cela s'explique par l'implication dans les actions syndicales avec une optique de rapport de force et donc un renforcement de la conscience de classe. Témoins et cibles de répression, les participant-e-s ont vite compris, si ce n'était pas déjà le cas, le rôle concret de la police et par extension de l'État. Le slogan « Tout le monde déteste la police » semble avoir fait son chemin au fur et à mesure des brutalités et de l'arbitraire policier. Dès le 9 avril, l'interpellation violente d'un militant antifasciste lors d'un des premiers rassemblements Nuit Debout donnera le ton.



Solidarité face à la répression

Sans atteindre le degré de violence d'autres villes, à Clermont aussi la répression est montée d'un cran.

Le 29 avril, un militant antifasciste de la CARA également syndicaliste CGT était interpellé lors de la perturbation du conseil municipal par une action Nuit Debout. À l'issue d'une évacuation particulièrement violente où la police fit usage de pistolets Taser en plus des traditionnels tonfas et lacrymos, il est maintenu en détention provisoire jusqu'au jour de son procès le 26 mai.

En réponse, les antifascistes organisent des mobilisations régulières de solidarité avec les camarades interpellé-e-s devant le palais de justice et le commissariat, relayées par Nuit Debout et

les syndicats.

La convergence des luttes permet d'ailleurs de faire arriver la manifestation contre la loi travail du 26 mai devant le palais de justice en soutien au militant lors de son procès. Cette solidarité a sans doute contribué à la libération du camarade le jour même. Dans la nuit du 8 juin, 6 personnes sont interpellées lors d'un collage appelant à accueillir Valls comme il se doit le lendemain.

À l'issue d'une manifestation intersyndicale le 23 juin, une manifestation spontanée déambule dans les rue de Clermont et fait escale au conseil départemental avant de reprendre la rue. Trois interpellations et le gazage de celles et ceux qui tentent de s'interposer

closent la manif'. Leur garde à vue sera prolongée jusqu'au 25 juin, et un rassemblement sera organisé jusqu'à leur sortie. Pour l'occasion, le commissariat central est repeint en brun le 26 !

Les trois camarades ont interdiction de pénétrer en centre-ville jusqu'à leur procès en Décembre. Un des interpellés entame alors une grève de la faim, relayé et soutenu par l'ensemble du mouvement.

Et c'est en AG des luttes qu'est décidé un péage gratuit le 2 juillet pour apporter un soutien financier à tou-te-s les condamné-e-s du mouvement. Celui-ci, mené par 80 personnes sera une réussite totale !

Convergence réussie et durable

Suite à la manifestation du 14 juin où la convergence a permis à 2000 Puydômois-es de monter à Paris dans les transports mis à disposition par la CGT, les bloqueur-euse-s se retrouvent majoritairement dans le cortège de tête, toutes « étiquettes » confondues. De retour sur Clermont le mouvement se poursuit et débouche sur la tenue d'une assemblée générale des luttes à « la Maison des Paysans » se réunissant toutes les semaines pour planifier des actions cet été et prolonger la réflexion pour la rentrée de septembre. Avec des perspectives plus glo-

bales et un renforcement de l'aspect anti-électoral voire anti-étatique, de la reconnaissance de la lutte des classes, de la liaison entre actions concrètes (objectifs à court terme) et projet de société horizontale débarrassée du capitalisme, etc.

Même si la mobilisation s'est calmée courant juillet et stoppée au mois d'Août, la rentrée se prépare déjà sur les mêmes bases. Le fait d'avoir mis en place les outils de convergence va favoriser la construction de rapports de force en vue de la manifestation du

15 septembre et pour les luttes à venir. Que la loi soit finalement mise en application ou pas, ce printemps a fait prendre conscience à une part non négligeable de la population de la vraie nature de l'État même prétendument socialiste, et de la nécessité de la convergence et de l'auto-organisation. Les prochaines révoltes n'en seront que plus efficaces et intenses !

Le groupe de Clermont, et d'autres acteur-trice-s du mouvement.





PRIDE 2016 LYON

Dans le contexte de l'état d'urgence et du décalage de la date de la marche des fiertés LGBT à cause de l'Euro de foot dans plusieurs villes, le groupe de Lyon de la CGA était une nouvelle fois présent à la Pride, derrière le cortège de l'association trans Chrysalide.

Si l'ambiance était particulière (commémoration de la tuerie d'Orlando, trajet court et détourné du centre-ville, remerciement de la police dans la sono officielle...), notre cortège composé de militant-e-s, de sympathisant-e-s et de nombreuses autres personnes a

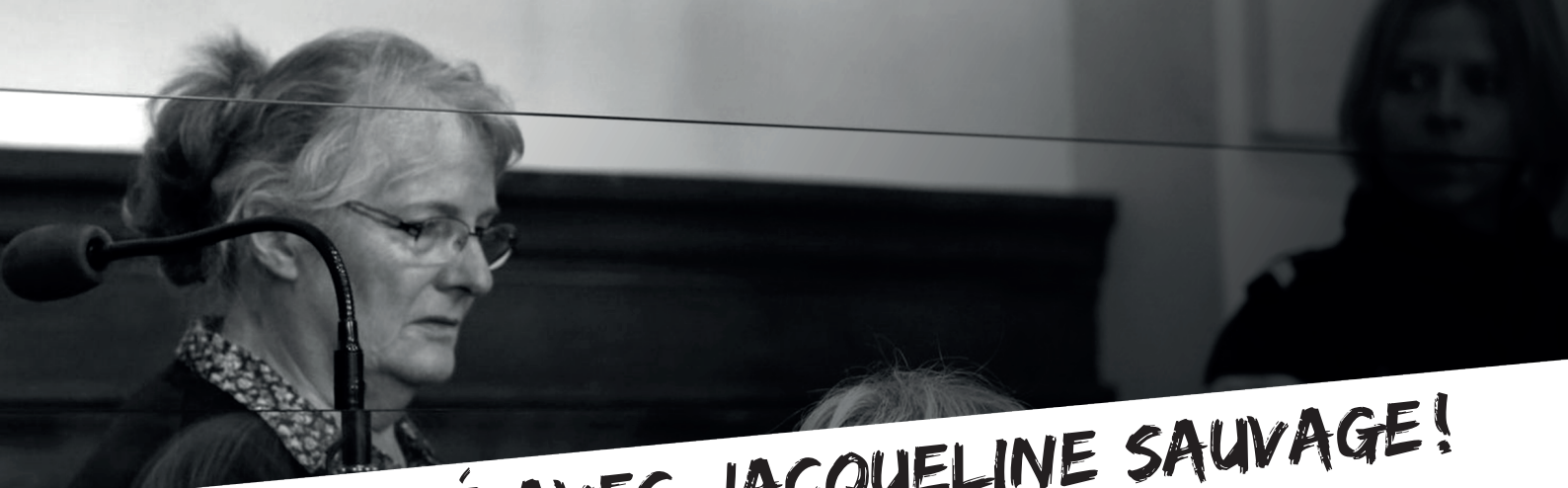
été un vrai succès politique, visible et très animé. Les slogans étaient très repris. Un atelier pancartes avait eu lieu à la Plume Noire deux jours avant, ce qui a contribué à la visibilité de ce cortège.

Ce cortège a constitué un moment d'expression politique pour les

anarchistes LGBT, entre la CFDT outrée par la mention de la loi travail et la CGT dont les slogans au contraire tendaient un peu à laisser de côté le contexte spécifique de la Pride jusqu'à ce que la remarque leur soit faite.

Les slogans

- X PMA libre, gratuite, et accessible à tou-te-s !
- X Changement d'état civil libre, gratuit, et accessible !
- X On est pas là pour décorer, on détruira votre société !
- X Y en a assez, assez, assez de cette société qui ne respecte pas les trans les gouines et les pédés !
- X De l'air, de l'air, ouvrez les frontières ! LGBT solidaires !
- X Mieux vaut une paire de mères qu'un père de merde
- X Antifa pour la PMA
- X Prisonnier-e-s LGBT : Solidarité ! Ni placard Ni taule !
- X Gouinehead against capitalism
- X Silence = Mort
- X Anarchistes contre les LGBTphobies
- X La lesbophobie, l'homophobie, la transphobie tuent
- X Backroom dans les fanzones
- X Toutes les meufs trans détestent la police et la justice
- X LGBT précarisé-e-s contre la loi travail
- X Le PS, l'État précarisent les LGBT
- X Si notre vernis est rouge, notre eye-liner est noir, anarchistes contre tous les pouvoirs !



SOLIDARITÉ AVEC JACQUELINE SAUVAGE!

Le 3 février 2016, la Coordination des Groupes Anarchistes publiait un communiqué intitulé « Grâce partielle de Jacqueline Sauvage, les femmes ne doivent plus subir » en solidarité avec celle-ci.

Nous nous félicitons de cette grâce partielle qui était le résultat d'une mobilisation féministe importante et payante dont le signal était : les femmes vivant des violences sexistes sont légitimes à ne plus subir, à ne pas se laisser faire. Nous savions aussi que le parcours était encore long et semé d'embûches pour sa libération et que la grâce partielle était « symbolique » et ne donnait pas à Jacqueline Sauvage le droit à la liberté.

Surtout, cette grâce maintenait les décisions de justice qui l'ont condamnée pour « meurtre aggravé » sans tenir compte des sévices subis par elle et ses filles.

Cette condamnation légitimait et renforçait par cette décision le système de domination patriarcale caractérisé par le pouvoir que les hommes exercent sur les corps et les vies des femmes.

Malgré un comité de soutien important et actif, sa demande de libération a été refusée par le tribunal de Melun le 12 août dernier sous des prétextes laissant peu d'espoir sur une future libération : elle aurait besoin d'aide psychique « pour remettre de l'interdit dans le passage à l'acte » et c'est à cause de la médiatisation de son affaire et de nombre de soutiens que ce refus de libération est argumenté !



Une fois de plus, toutes les violences subies par Jacqueline Sauvage sont niées, renvoyées au second, voire au troisième plan !

Le message de la justice française est clair : bourreaux, continuez librement de battre vos femmes, et si jamais elles se retournent contre vous, le système judiciaire saura les remettre à leur place et renforcera, aux yeux de toutes, la domination masculine.

Celle-ci ne s'exerce pas que dans les tribunaux mais dans toute la

société en opprimant les femmes, en démolissant la vie de très nombreuses d'entre elles (que ce soit par l'exploitation, le harcèlement, par toutes les violences, par le viol, par le meurtre).

Pour contrer ce système de domination, nous devons nous mobiliser au quotidien pour que toutes les violences, qu'elles soient physiques ou psychologiques, soient pointées, dénoncées, et combattues, dans la sphère publique (rue, travail, transports, etc.) comme

privée (famille, couple, relations, etc.).

Face au patriarcat, des mouvements de lutte féministes sont nécessaires contre l'exploitation et l'oppression des femmes. Leur auto-organisation, par exemple pour créer des espaces d'écoute, de soutien et de sécurité, pour s'entraider et se défendre face à toute agression, est un des moyens de lutte à développer et soutenir.

Le 10 septembre 2016, le comité

de soutien à Jacqueline Sauvage organisait un rassemblement sur Paris, mais en accord avec les avocates et la famille de celle-ci, le rassemblement a été annulé et le comité de soutien se fera « discret » jusqu'au résultat de l'appel.

La Coordination des Groupes Anarchistes – Lyon suivra de près le résultat de l'appel et organisera un rassemblement de soutien à Jacqueline Sauvage et à toutes les victimes de violence patriarcale en cas de nouveau refus de libération.



Libération immédiate de Jacqueline Sauvage !

Non à la criminalisation de l'auto-défense des femmes face à leurs agresseurs !

Djou (CGA-Lyon)



Q u ' e s t - c e q u e l e p a t r i a r c a t ?

Le patriarcat « désigne une formation sociale où les hommes détiennent le pouvoir, ou encore plus simplement : le pouvoir des hommes. » (Delphy, dictionnaire critique du féminisme, 2000, p. 141)

Le patriarcat, c'est un système de domination des hommes sur les femmes qui se manifeste aussi bien dans la sphère publique (ex: le monde du travail) que dans la sphère privée (ex: le couple et la famille). Il peut être considéré comme un ensemble des structures formelles ou informelles et des personnes ayant autorité dans ces structures qui concourent à l'oppression spécifique des femmes.

Le patriarcat opprime et exploite les femmes en leur enlevant du pouvoir sur leurs conditions de vie ou

de travail. Si on regarde les rapports de pouvoir dans notre société, on voit bien que ce type de domination et d'oppression perdure encore aujourd'hui, malgré l'adoption de lois condamnant certaines de ses manifestations les plus flagrantes ou proclamant l'égalité des deux sexes. Tous les jours, des femmes sont aux prises avec des situations où elles sont marginalisées, discriminées, violentées et parfois même tuées par des hommes en tant que femmes pour diverses raisons. L'oppression patriarcale se manifeste aussi de façon moins « brutale » dans bien d'autres situations de la vie courante.

Dans l'imaginaire populaire, le travail des femmes n'a toujours pas la même valeur que celui des

hommes : les tâches domestiques continuent d'être l'apanage des femmes, les femmes continuent d'occuper la majorité des emplois au salaire minimum et des emplois à temps partiel (respectivement 61 % et 68 % d'entre eux). Et ce ne sont que quelques exemples...

L'utilisation du terme « patriarcat » par les féministes et les pro-féministes rappelle que la place qu'occupent les hommes et les femmes dans la société n'est pas le fruit d'un quelconque déterminisme biologique ou d'un ordre naturel. Au contraire, la hiérarchie entre les sexes est une construction sociale et les théories naturalistes et biologisantes servent depuis déjà trop longtemps de justification à l'infériorité des femmes.

La lutte contre le patriarcat à la CGA (extrait de la motion antipatriarcale de la CGA) :

Le système patriarcal en établissant les catégories hommes-femmes, les a associées à des lieux, fonctions et moments non-mixtes imposés. Les luttes contre le patriarcat ont pris et prennent toujours la forme d'un mouvement autonome des femmes, dans lequel la non-mixité choisie peut être un outil de lutte comme dans toute lutte d'émancipation.

L'égalité à laquelle nous aspirons concerne tou-te-s les individu-e-s et n'est donc pas envisageable sans égalité réelle et effective entre femmes et hommes au-delà des divisions et des différences de genre qui nous sont imposées. Idem pour notre aspiration à la liberté, laquelle est entravée par des rapports de domination et de soumission à abolir.

Cette égalité effective entre hommes et femmes ne peut s'envisager comme un exercice de rattrapage du pouvoir qu'ont les hommes ou d'un quelconque partage du pouvoir entre hommes et femmes, ni d'une manière de définir des critères de parité dans l'exercice du pouvoir. Il s'agit bien de viser la destruction de tout pouvoir et donc du pouvoir masculin au profit de rapports sociaux égalitaires. La seule destruction du capitalisme n'y suffira pas.

Le capitalisme et le patriarcat sont deux systèmes de domination « qui se nourrissent l'un l'autre » et qu'il convient d'abolir. Nous ne donnons pas la priorité à un domaine de lutte plutôt qu'un autre et préférons nous battre sur tous les fronts. La lutte contre

le système de domination masculine a ainsi toute sa place dans nos activités, ni plus ni moins que notre implication dans les mouvements sociaux, le syndicalisme, l'antifascisme, l'antimilitarisme, l'anti-électorisme, la lutte contre les religions...

La CGA, parce qu'elle est anarchiste et lutte contre tout système de domination, se reconnaît dans la lutte anarcha-féministe. Elle s'inscrit dans les luttes féministes et les soutient. Pour ces luttes comme pour les autres, la CGA estime que les moyens ne doivent pas être en contradiction avec les finalités. Par exemple, la CGA ne se reconnaît pas dans la lutte pour la parité hommes-femmes dans les institutions quelles qu'elles soient.


1. Motion fédérale de la CGA pour la Lutte Antipatriarcale : <http://www.c-g-a.org/content/la-lutte-antipatriarcale>

La CGA, dans sa lutte contre le patriarcat, revendique :

- X L'abolition du système de genre : le sexe biologique ne détermine pas la place des individu-e-s, et les catégories hommes – femmes cessent d'être la norme de référence pour l'organisation de la société.
- X La liberté du désir et de la sexualité.
- X La maîtrise de nos corps et le respect de nos choix de vie.

Pour cela, la CGA soutient et s'inscrit dans les luttes féministes

- X Suppression des politiques natalistes
- X Lutte contre les violences faites aux femmes, dans la sphère publique ou/et privée.
- X Lutte contre les publicités sexistes
- X Lutte contre les inégalités salariales genrées
- X Lutte contre l'homophobie, la lesbophobie, bi-phobie et la transphobie
- X Accès à une éducation sexuelle non basée sur la norme hétérosexuelle
- X Accès à une éducation non sexiste
- X Accès à la contraception masculine et féminine et à l'avortement libres et gratuits
- X Respect de nos choix de vie



LE 10 JUIN À SAINT-DENIS : L'EURO PAS SUR NOTRE DOS !

Vendredi 10 juin, l'Euro 2016 débutait avec le match France-Roumanie. En pleine mobilisation contre la loi Travail et son monde, nos cher-ère-s dirigeant-e-s veulent profiter de cet Euro pour calmer la contestation sociale grandissante derrière cette grande vitrine sportive. Cet événement est aussi l'occasion pour nos dirigeant-e-s d'intensifier l'offensive contre les quartiers populaires. En pleine mobilisation contre la loi Travail, et son lot de répression, il n'était pas question pour nous d'accepter la « trêve » voulue par le gouvernement. En grève et dans la rue, on continue le combat !

État d'urgence vs état d'urgence sociale

Alors que Saint-Denis manque cruellement de moyens pour les écoles, les hôpitaux et les logements, l'État a fait le choix d'investir plus de 1,7 milliard dans l'organisation de l'Euro 2016. C'est une véritable provocation, alors que les derniers incendies sur la ville (qui ont fait cinq morts, dont plusieurs enfants) montrent le besoin urgent de logements salubres et décents pour les plus mal-logé-e-s. Les propriétaires-vautours qui s'enrichissent sur le dos de la misère et les pouvoirs publics, en laissant proliférer un parc immobilier insalubre, en ne proposant

pas des solutions de relogement pérennes pour les sinistré-e-s et en harcelant les habitant-e-s qui s'organisent et réquisitionnent les logements vides, sont les seuls responsables de ces drames.

Malgré cette situation sociale lourde de conséquences pour les classes populaires, l'État et la municipalité Front de Gauche jouent dans la surenchère sécuritaire pour occulter les problèmes sociaux. L'État et les médias aux ordres nous ont martelé, et nous martèlent encore, que le principal enjeu pour cet Euro n'est pas sportif, ou économique, mais bien

sécuritaire. Ce sont ainsi plus de 90 000 policiers, gendarmes et agents de sécurité privée qui sont mobilisés actuellement. Ce déploiement sécuritaire sans précédent, permis par la prolongation de l'état d'urgence au mois de mai, ne signifie rien d'autre qu'un renforcement des contrôles au faciès, de la chasse aux sans-papiers et un flicage généralisé de la population. Quant à la mairie de Saint-Denis, trop contente d'accueillir l'Euro 2016, elle en a profité pour installer une trentaine de caméras de vidéosurveillance, dont on connaît le caractère liberticide.

L' Euro : une fête populaire ?

Depuis l'annonce de l'accueil par la France de l'Euro 2016 (en échange d'une exonération fiscale de toutes les activités organisées par l'UEFA pendant l'événement...) en

2010, on constate une accélération de la guerre de classe via l'accaparement de la ville par une minorité, comme en 1998 avec la coupe du Monde et la gentrification du

quartier de La Plaine. Les sociétés immobilières en ont profité pour spéculer sur les logements, un hôtel 4 étoiles s'est construit à Porte de Paris, des habitant-e-s ont été

expulsé-e-s de leur logement... Alors qu'on nous dit, sans rire, que l'Euro doit être une « fête populaire », ce sont bien les classes populaires qui trinquent. Et ce depuis de nombreuses années, dans une totale indifférence. Il est aujourd'hui de plus en plus difficile de se loger pour la plupart d'entre nous, du fait de l'augmentation importante des prix des loyers, des garanties de plus en plus contraignantes à respecter (fiches de paie, caution...) et du racisme des agences immobilières et des pro-

priétaires. Bref, l'Euro n'est pas une « fête populaire » pour tout le monde.

L'Euro, c'est aussi une menace directe contre les femmes. Les grands événements sportifs sont des périodes risquées pour les femmes, qui doivent faire face à de nombreuses situations de harcèlement dans la rue et dans les transports. La concentration d'hommes dans un même lieu, favorisant la solidarité masculine, augmente également le risque pour les femmes de se faire agresser et vio-

lenter, comme cela a toujours été le cas dans les grands événements (sportifs ou pas). N'oublions pas que le football reste un sport majoritairement pratiqué et supporté par des hommes : il suffit d'ailleurs de se balader dans les rues de Saint-Denis ou dans la fan-zone un jour de match pour s'en rendre compte. Là encore, l'Euro n'est pas une « fête populaire » pour tout le monde, et notamment pas pour les femmes.



Face aux conséquences sociales de l'Euro 2016, la résistance s'organise

L'Euro pas sur notre dos : c'est derrière ce mot d'ordre qu'entre 150 et 200 personnes ont manifesté vendredi 10 juin à Saint-Denis.

Le rassemblement a débuté à 18h place de la Résistance, avec plusieurs prises de parole. Après une présentation de la manifestation et des conséquences sociales de l'Euro 2016 sur Saint-Denis, un camarade de Sud-Rail a rappelé les objectifs et la nécessité de la grève pour l'ensemble des cheminots,

notamment pendant l'Euro 2016, à l'heure où le gouvernement et les médias dominants tentent de discréditer leur mouvement. Plusieurs collectifs militants de Saint-Denis ont également pris la parole : le collectif des parents d'élèves « le Ministère des Bonnets d'Âne » a évoqué la situation d'urgence sociale dans les écoles, le centre social L'Attiéké menacé d'expulsion a parlé de la situation du logement à Saint-Denis et de

l'importance de la réquisition, tandis qu'une camarade de l'AG interprofessionnelle de Saint-Denis a fait le point sur les luttes passées et en cours contre la loi Travail et son monde. Un militant de la CSP93 a dénoncé avec force les véritables objectifs de l'état d'urgence : celui de poursuivre les guerres aux pauvres, et notamment les sans-papiers. Enfin, un membre du collectif Red Star Bauer est intervenu sur la nécessité de faire

vivre un football populaire, loin du foot business pourri par le capitalisme, ce qui passe notamment par la rénovation du Stade Bauer à Saint-Ouen pour accueillir à nouveau le club du Red Star.

Les personnes présentes se sont ensuite joyeusement élancées dans les rues de Saint-Denis, avec les slogans tels « Tout le monde déteste l'UEFA », « Valls au vestiaire, tout le monde est en colère », « Carton rouge pour la loi travail », « De l'argent il y en a dans les caisses de l'UEFA ». Le cortège bruyant et dynamique, arrivé sur la place Jean Jaurès proche de la Basilique, a manifesté son soutien aux sans-papiers et leurs soutiens rassemblés autour d'un « cercle du silence ».

Après ce moment de solidarité, le cortège a continué en direction du 6 rue Paul Eluard, où



cinq personnes sont décédées le 6 juin suite à l'incendie de leur immeuble. La manifestation a respecté une minute de silence à la mémoire de la famille qui a tragiquement péri dans cet incendie. Le mal-logement tue, et si rien n'est fait pour régler la crise du logement de nouveaux drames arriveront, c'est pourquoi nous nous battons sans relâche pour que tout le monde puisse vivre dans



un logement décent.

Nous avons ensuite marché en direction de la porte de Paris, alors que la préfecture souhaitait que nous restions sagement dans le centre-ville, au cri de « Match gratuit pour tout Saint-Denis ». La police a ainsi bloqué la manifestation au niveau du métro à l'aide de 4 policiers à dos de cheval. Nous avons continué à chanter pendant

plusieurs minutes, tandis que les flics commençaient à perdre patience.

Alors que la manifestation était en train de faire demi-tour, des CRS ont eu l'ordre de nasser une partie de la manifestation jusqu'à 21h, c'est-à-dire au coup d'envoi du match d'ouverture. Ils ont au passage copieusement brutalisé les manifestant-e-s et arrêté-e-s quelques un-e-s, avant de les re-

lâcher quelques minutes plus tard. La nasse comprenait aussi bien des manifestant-e-s que des habitant-e-s, surpris-es de voir un tel dispositif policier. Coincé-e-s dans la nasse, plusieurs manifestant-e-s et habitant-e-s ont alors pris l'initiative d'organiser un match de foot improvisé en pleine rue, une image qui ne correspond donc pas du tout à l'étiquette « anti-foot » que certains voudraient nous coller. Alors qu'une passoire faisait au début office de ballon de foot, un voisin a jeté, de sa fenêtre, un vrai ballon de foot dans la nasse, pour la plus grande joie des footballeurs et footballeuses en herbe. Après une fouille des sacs, les manifestant-e-s ont pu sortir de la nasse à 21h.

La manifestation du 10 juin n'était qu'une première étape et nous continuerons, en lien avec la mobilisation contre la loi Travail, à dénoncer les conséquences sociales de l'Euro 2016 sur les habitant-e-s des quartiers populaires.

À Saint-Denis comme ailleurs : l'Euro pas sur notre dos !

Front de luttes logement de la CGA-RP



DE LA PSEUDO-LUTTE ANTITERRORISTE À L'ISLAMOPHOBIE « ORDINAIRE » UNE DÉFERLANTE RACISTE

Depuis quelques mois et sous couvert de lutte antiterroriste, les libertés individuelles sont de plus en plus bafouées et le ressentiment envers les personnes musulmanes ou supposées l'être est de plus en plus haineux.

La parole raciste a explosé en surfant sur les attentats perpétrés par les fascistes de Daesh. Les attentats de Nice ont marqué un cran supplémentaire dans la diffusion de discours racistes ciblant les personnes musulmanes ou considérées comme telles.

Les politiques de tout bord ont surfé sur la peur consécutive aux attentats pour développer le racisme islamophobe. Les arrêtés anti-burkinis pris cet été s'ins-

crivent dans cette offensive politique, masquée derrière des discours sur la « laïcité » ou la « libération des femmes » détournées de manière frauduleuse pour faire

passer une soupe raciste. Les politiciens se présentent comme porteurs « d'apaisement », alors qu'ils soufflent sur les braises.

Des paroles aux actes

La parole raciste a ainsi été décuplée sur le territoire et sur internet, en proposant une vision très essentialiste des personnes musulmanes ou supposées l'être : toute personne racisée est ainsi supposée musulmane, toute personne musulmane considérée comme

une recrue potentielle pour Daesh et donc représentant une menace pour la « nation française ». Le fait qu'il existe, comme dans la majorité nationale et les autres minorités nationales, un éventail très large de positions politiques au sein de la minorité musulmane,

est tout simplement nié.

Comme systématiquement dans la dynamique raciste, après la parole, sont venus les actes : violences physiques, comme à Sisco, et violences institutionnelles par le harcèlement policier des femmes, comme à Nice.

Premières cibles : les femmes

Une fois encore ce sont des femmes, appartenant pour la plupart aux classes populaires, qui font les frais d'une politique réactionnaire et raciste, justifiée par un discours paternaliste. Un discours pseudo-féministe qui entend réglementer la tenue des femmes au nom de la laïcité, tout

aussi sûrement que d'autres courants réactionnaires au nom de la religion, des « bonnes mœurs » ou de la « décence ». Ces nouvelles interdictions n'ont donc en aucun cas l'objectif de lutter contre le patriarcat comme l'annoncent certains responsables politiques (qui par ailleurs multiplient les

attaques matérielles contre les femmes) mais bien de réaffirmer l'identité d'une « majorité nationale » blanche et de culture chrétienne sur l'air connu du « on est chez nous ».

Les logiques racistes oppriment, Daesh recrute.

Toute cette politique de création d'un soi-disant « ennemi intérieur » participe de l'oppression des personnes appartenant à la minorité nationale musulmane, c'est-à-dire non seulement des croyants et croyantes, mais aussi des personnes qui sont considérées musulmanes de par leur origine ou leur couleur de peau, tout en ayant une autre religion ou en étant athées. Cette politique vise à la réaffirmation d'un système raciste définissant une majorité nationale « blanche et de culture chrétienne » comme le « corps national naturel » et des minorités nationales, dont la minorité musulmane, comme d'un « corps extérieur à la nation » qui n'aurait pas sa place – ou uniquement sous condition – sur le sol français.

Ce qui se passe aujourd'hui en France rappelle la volonté de montrer une supériorité, voire comme

dans la période coloniale d'imposer un modèle supposé civilisateur.

Les takfiristes de Daesh se frottent les mains car un de leurs messages récurrents est que les personnes musulmanes ne peuvent pas vivre en occident car elles ne sont pas acceptées. Ils trouvent dans ce discours raciste un appui pour leur politique de recrutement. Nationalistes et suprémacistes blancs et takfiristes de Daesh représentent les deux faces de la même pièce : fondés sur la théorie raciste du « choc des civilisations », ils se renforcent mutuellement par leur action, dont les classes populaires font prioritairement les frais, et au sein d'elles, les minorités nationales en premier lieu.

Face à cette déferlante raciste risquant d'empirer avec la campagne présidentielle, la Coordination des Groupe Anarchistes – Lyon ap-

pelle toutes et tous à la vigilance et à la solidarité face aux oppressions que subissent et subiront les minorités nationales.

Non à l'islamophobie !

Halte au racisme d'État !

Djou et Sam (CGA-Lyon)

Cf les communiqués précédents de la CGA :

- <http://www.c-g-a.org/content/non-letat-durgence-et-aux-mesures-securitaires-ne-laissons-pas-un-regime-autoritaire-sinstal>
- <http://www.c-g-a.org/content/prolongation-de-letat-durgence-interdictions-de-manifester-arrestations-non-letat-policier-r>
- <http://www.c-g-a.org/content/refusions-la-spirale-de-la-guerre>

Majorité et minorités nationales

Les minorités nationales, ce sont l'ensemble des groupes minoritaires présents sur un territoire donné, et qui sont, ont été ou peuvent être considérés comme extérieurs au corps national tel que défini par l'idéologie dominante.

Selon les contextes, ils peuvent être considérés comme appartenant au corps national ou comme lui étant extérieur. Dans le premier cas, cette appartenance est sans cesse susceptible d'être remise en question, dans les discours, dans la pratique et notamment l'attitude des institutions.

En France, la majorité nationale, selon l'idéologie dominante, est de peau blanche, de culture chrétienne (que les personnes soient croyantes ou non). Par idéologie dominante, il faut entendre ici l'ensemble des représentations dominantes, majori-

taires, véhiculées tant par des références culturelles implicites que par les discours à caractère politique explicites.

Les minorités nationales sont, quant à elles, constituées de toutes les personnes qui ne correspondent pas à ces critères arbitraires définis, de manière explicite ou implicite, par l'idéologie dominante.

Le discours dominant exclut les personnes appartenant à ces minorités nationales du corps national non sur la base de leur croyance religieuse, mais sur celle d'une assignation identitaire de type ethnique ou raciale, dans laquelle la religion n'est pas abordée comme un ensemble de croyances et de pratiques sociales, mais comme une identité assignée à l'individu sur la base d'une filiation.

La nécessité de la lutte contre l'islamophobie

Ne pas voir que « musulman-e-s » a remplacé « arabes » dans les discours de droite comme de gauche, permettant de maquiller le même racisme qu'hier, c'est passer à côté d'une réalité particulièrement significative aujourd'hui.

C'est cette logique de racialisation et d'oppression raciste englobant musulman-e-s ou considéré-e-s comme tel-le-s que nous désignons sous le terme d'islamophobie. Tout comme l'antisémitisme désigne la racialisation et l'oppression raciste des Juives et Juifs, croyant-e-s ou non. Il ne s'agit donc pas d'une question de religion mais de racisme.

En tant qu'anarchistes, nous combattons l'idéologie religieuse parce qu'elle prétend déterminer ou justifier les comportements, les normes sociales, l'organisation sociale dominante.

Elle soutient ou contribue de ce fait, à la domination et l'oppression des individus qui sont directement victimes de ces normes imposées (les femmes, les gay, les lesbiennes, les bi et les trans...), ou de l'organisation sociale ainsi justifiée (les classes exploitées et l'ensemble des opprimé-e-s précédemment cité-e-s).

Mais ce combat ne saurait se fourvoyer dans des instrumentalisation racistes qui se multiplient. En effet, les personnes appartenant aux minorités religieuses ou assimilées comme telles (personnes racisées non croyantes) sont très souvent victimes de persécutions, d'oppression, liées à ce fait. La liberté de conscience que nous défendons, ainsi que le refus de l'oppression, implique que nous nous opposions à ces persécutions ou aux rapports de dominations que subissent les individus appartenant aux minorités religieuses ou supposées comme telles.

Car dans ce cas, ce sont des personnes qui sont opprimées, et non une idéologie.

La dénonciation de la mécanique raciste ne doit pas servir de caution aux religieux, quels qu'ils soient, dans l'intérêt de leur chapelle.

L'islamophobie se structure depuis ces vingt dernières années selon la même logique que celle de l'antisémitisme, permettant d'englober et cibler de manière générale un ensemble de minorités nationales sous la même catégorie racisée, à laquelle sont assignées

toutes les personnes de culture ou de filiation musulmane, qu'elles soient croyantes ou non.

Nous devons, au niveau idéologique, contribuer à démonter les mécanismes et les discours sur lesquels repose le système de domination raciste. Cela implique donc la dénonciation et la lutte contre toutes les formes de racisme.

Le racisme d'État, le racisme « ordinaire » intégré, le racisme masqué sous des pseudo discours sociaux ou laïques, les discriminations racistes du quotidien et/ou légales, comme les discours et pratiques racistes assumés, sont tous à combattre même s'ils ne signifient pas les mêmes choses et ne requièrent pas les mêmes réponses.

Pour cesser de faire des boucs-émissaires de ceux et celles qui subissent le racisme, il faut pouvoir populariser un discours signifiant : nos ennemis sont les classes dirigeantes, nous n'avons pas d'intérêt à nous diviser sur des critères de nationalité et/ou de religion mais nous en avons au contraire à nous rassembler sur une base de classe.





IMPÉRIALISTES, FASCISTES, HORS DU ROJAVA !

Depuis plus de 5 ans, l'insurrection populaire en Syrie a été noyée dans le sang par la répression du régime syrien, soutenu par la Russie et l'Iran.

À cette répression du régime est venue s'ajouter la répression d'une contre-révolution interne incarnée par des forces réactionnaires et fascistes religieuses, soutenues par l'Arabie Saoudite, la Turquie, le Qatar.

Les impérialistes occidentaux, quant à eux, ont d'abord soutenu de facto le régime en laissant les progressistes désarmé-e-s face aux régimes et aux réactionnaires, craignant la réédition d'un scénario libyen, puis ont évolué vers le soutien direct à certaines de ces forces réactionnaires présentées comme « modérées » pour tenter de faire avancer leurs intérêts, pour enfin intervenir sous la forme de bombardements contre Daesh, considérant le régime meurtrier de Bachar el-Assad comme un « moindre mal ».

En ce qui concerne l'impérialisme russe, il considère le maintien du régime comme une garantie de sa présence militaire à Lattakié, et donc comme un intérêt vital dans le rapport de force qui l'oppose aux impérialismes concurrents européens et américains. Le régime iranien y voit aussi une nécessité stratégique vitale.

À partir de Juillet 2012, le PYD¹, qui

regardait l'insurrection comme marquée par le nationalisme arabe et tendait à renvoyer dos à dos le régime et les insurgé-e-s, a pris le contrôle d'une large part des 3 cantons majoritaires du Rojava, ayant profité de la période précédente pour se renforcer, le régime

le nationalisme arabe à l'origine, et dominée par les forces réactionnaires religieuses soutenues par l'Arabie Saoudite, le Qatar et la Turquie.

Cette volonté de créer une voie alternative lui a valu d'être accusé par une large part des insurgé-e-s



Projet de « zone tampon » de la Turquie en Syrie pour empêcher l'unification du Rojava (région kurde, en jaune)

étant prioritairement occupé à réprimer l'insurrection.

Sur la base du projet de confédéralisme démocratique, le PYD entend depuis 4 ans proposer une voie alternative face au régime, d'une part, et face à une insurrection qu'il estime trop marquée par

syrien-ne-s d'être l'allié du régime. La réalité semble plus simplement que le PYD entend construire sa propre dynamique dans la région, profitant de l'affaiblissement du régime sans pour autant se retrouver dans la dynamique et les objectifs de la révolution syrienne,

considérée comme laissant trop de place au nationalisme arabe, syrien et aux réactionnaires religieux.

Car si les affrontements des YPJ et YPG² avec le régime sont restés sporadiques jusqu'à récemment, il ne s'agit que d'un choix tactique de la part de ce dernier, qui a toujours su briser les aspirations kurdes au nom du nationalisme syrien et du nationalisme arabe : d'abord écraser l'opposition syrienne - toutes tendances politiques confondues -, puis écraser les kurdes accusé-e-s de séparatisme. Pour le PYD, ce statut était vu jusque-là comme un moyen de renforcer son ancrage en profitant des contradictions locales, mais aussi des contradictions inter-impérialistes, jouant de son rôle pivot pour obtenir le soutien aérien de la coalition face à Daesh. Ce renforcement a permis le développement d'une dynamique d'auto-organisation au Rojava, qui, si elle reste largement influencée par le PYD, est loin de s'y résumer.

L'autodéfense assurée par les YPG et YPJ a ainsi permis de préserver les possibilités d'une alternative progressiste dans la région. Ainsi, si des tendances chauvines subsistent au sein du PYD, les YPG et YPJ, ainsi que le TEV-DEM³, restent la force organisée progressiste la plus importante, et la principale force antifasciste sur le terrain. C'est à ce titre que nous les soutenons, et que nous appelons de nos vœux un rapprochement entre tous les secteurs progressistes en Syrie et au Kurdistan, ce qui ne pourra se faire qu'en rompant définitivement avec toute tendance chauvine.

En effet, ce n'est qu'à la faveur de l'affaiblissement du régime par l'insurrection que le projet pro-

gressiste au Rojava a pu se développer. Un écrasement de l'opposition syrienne se traduirait inéluctablement par une offensive du régime contre le Rojava : les événements d'Hassaké en sont les prémisses.

À l'inverse, aucune convergence ne sera possible entre les forces progressistes arabes qui subsistent et les forces progressistes kurdes sans une réelle prise en compte de la question kurde. C'est la condition pour éviter à la fois la victoire du régime et l'hégémonie des réactionnaires, les uns et les autres soutenus par des impérialistes concurrents.

La création des Forces démocratiques syriennes (FDS) a été un des premiers aspects de ce possible rapprochement, permettant la convergence entre forces kurdes et groupes armés arabes progressistes issus de l'ASL⁴.

Dire cela n'implique pas que nous soyons acritiques sur certaines orientations du PYD ou certaines pratiques ou orientations stratégiques, mais nous pensons qu'il est nécessaire de préserver cette alternative face au régime comme face aux forces réactionnaires qui sont devenues largement majoritaires dans l'opposition armée.

Or l'intervention militaire de l'État turc risque de briser définitivement cette alternative.

Il est particulièrement significatif que celle-ci se fasse peu de temps après l'attaque du régime à Hassaké, concrétisation d'un rapprochement entre régime, Russie, Turquie et Iran, consécutif à la tentative de coup d'État en Juillet en Turquie. Les États-Unis, la France et l'Union Européenne

qui jusque-là soutenaient par les bombardements les forces kurdes utilisées comme chair à canon sur le terrain face à Daesh, ont sans surprise sacrifié ces derniers pour préserver leur alliance avec la Turquie au sein de l'Otan et éviter que celle-ci fasse un pas de plus vers le régime, la Russie et l'Iran.

Si l'objectif affiché par le gouvernement Turc est la lutte contre l'État Islamique, cette offensive vise en réalité les positions des Forces Démocratiques Syriennes et principalement les Kurdes du PYD, dont les militant-e-s armé-e-s s'étaient illustré-e-s dans la défense de Kobané.

Cela montre une nouvelle fois qu'il n'y a rien à attendre des divers impérialistes concurrents, globaux ou régionaux, dans une perspective d'émancipation et de libération dans la région.

Si les différentes forces progressistes ont été amenées à composer avec ces diverses forces, c'est faute d'un courant progressiste et révolutionnaire fort à l'échelle internationale, capable de construire une alternative.

Pourtant, les volontaires internationaux qui vont soutenir la lutte sur le terrain montrent qu'une telle alternative peut exister, même à l'état embryonnaire.

Le but de la récente prise de Manbij, bastion de l'État Islamique (EI), par les forces Kurdes, était d'ouvrir le chemin pour la prise de Raqqa, capitale de Daesh, en coupant les routes d'approvisionnement avec la Turquie. Ce sont ces grandes avancées des FDS, alliance incompatible avec les visées réactionnaires et impérialistes de l'État Turc, qui ont poussé ce dernier à intervenir et à prendre le contrôle

de Jarablus, ville à la frontière Turquie-Kurdistan. Les combattants de l'EI se sont en réalité retirés sans combattre. Les prétendus « rebelles modérés » ayant « repris » Jarablus sans combat, présentés comme l' « ASL » (une étiquette qui ne signifie plus rien tant elle est appliquée à des groupes extrêmement hétérogènes politiquement et idéologiquement), soutenus par les forces spéciales turques, sont en réalité les bras armés réactionnaires de l'État turc, porteurs d'un projet réactionnaire religieux anti-kurdes.

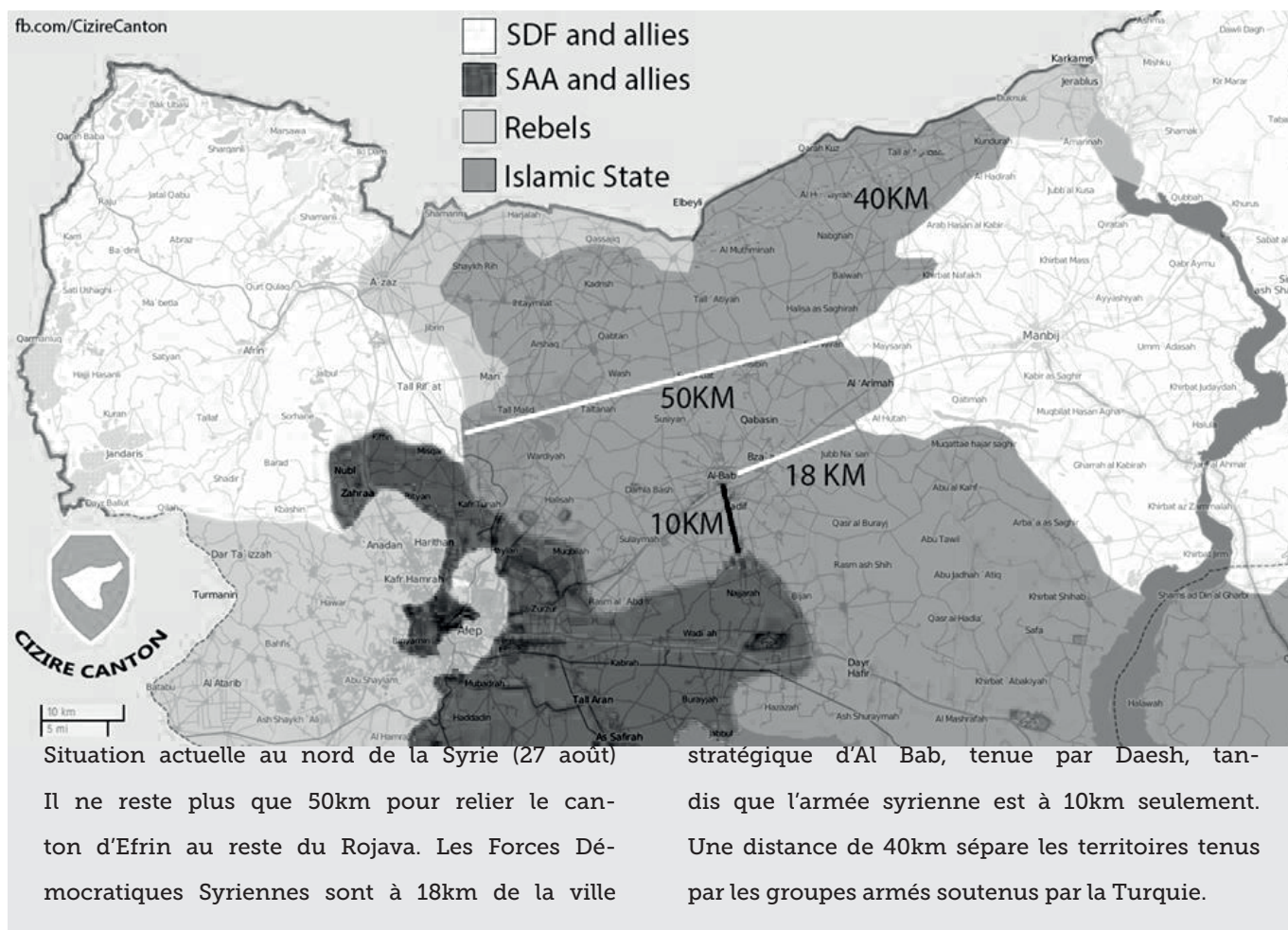
Mobilisons-nous pour soutenir les forces progressistes, et notamment les forces progressistes kurdes face à cette tentative d'écrasement par les impérialistes concurrents qui ne veulent voir subsister aucune force autonome dans la région.

Solidarité internationale avec le peuple Kurde et le peuple Syrien face aux tyrans, aux impérialistes et aux forces réactionnaires !

Soutenons les YPG-YPJ et le bataillon international de libération dans leur combat antifasciste. Soutenons l'émergence d'une force progressiste kurde et arabe en Syrie, autonome de toute mainmise impérialiste.

Antoine, Pierre et Sam (groupe de Lyon)

1. Parti de l'union démocratique (Partiya Yekitiya Demokrat, PYD, en kurde)
2. Unités de protection de la femme (Yekineyên Parastina Jin , YPJ, en kurde) et Unités de protection du peuple (Yekineyên Parastina Gel, YPG, en kurde)
3. Mouvement pour une Société Démocratique (Tevgera Civaka Demokratik, TEV-DEM, en kurde)



LA COORDINATION DES GROUPES ANARCHISTES

Nous sommes une organisation spécifique anarchiste se réclamant du communisme libertaire.

La CGA est une fédération de groupes et de liaisons se retrouvant sur des principes et fonctionnement communs. Regroupant des militantes et des militants conscient·e·s de la nécessité de s'organiser pour lutter contre ce qui nous opprime, dans une perspective révolutionnaire, elle se veut un outil au service d'une double tâche :

- X la promotion du projet de société et des pratiques anarchistes,
- X favoriser l'émergence et le développement de luttes sociales populaires.

Notre conception du combat contre la bourgeoisie, le capitalisme, l'État, les systèmes racistes et de domination masculine, l'oppression religieuse, est résolument internationaliste, convaincu que les frontières, l'impérialisme et les guerres sont l'arme des classes dominantes sur le plan international pour diviser les exploité·e·s et les dominé·e·s selon le bon vieux principe du « diviser pour mieux régner ».

Contacts

Alpes-de-Haute-Provence

★ secretariat@c-g-a.org

Clermont-Ferrand

★ clermont-ferrand@c-g-a.org

★ Site Internet : www.cgaclermontferrand.org

Gard

★ secretariat@c-g-a.org

Haute-Savoie

★ groupe-haute-savoie@c-g-a.org

Jura / Lons-Le-Saulnier

★ secretariat@c-g-a.org

Le Mans

★ secretariat@c-g-a.org

Lyon

★ groupe-lyon@c-g-a.org

★ Twitter : twitter.com/cgalyon1

★ Site Internet : cgalyon.ouvaton.org

Mâcon

★ macon@c-g-a.org

Montpellier

★ groupe-uaf@c-g-a.org

★ Site Internet : unautrefutur.org

Nantes

★ nantes@c-g-a.org

Région Parisienne

★ region-parisienne@c-g-a.org

★ Site Internet : www.cga-rp.org

Rennes

★ secretariat@c-g-a.org

Saint-Étienne

★ groupe-stetienne@c-g-a.org

Toulouse

★ toulouse@c-g-a.org